

## Réplique de Monsieur Jack I. Little

Jack Little

Volume 37, numéro 3, décembre 1983

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/304197ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/304197ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Institut d'histoire de l'Amérique française

ISSN

0035-2357 (imprimé)

1492-1383 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce document

Little, J. (1983). Réplique de Monsieur Jack I. Little. *Revue d'histoire de l'Amérique française*, 37(3), 477–479. <https://doi.org/10.7202/304197ar>

### Réplique de Monsieur Jack I. Little

Je tiens à répondre à Monsieur Bellavance qui s'est cru obligé de répliquer à mon compte rendu de son volume *Un village en mutation: Compton, Québec, 1880-1920*. Je précise d'abord que la traduction, dont les éditeurs ont oublié de m'envoyer un exemplaire avant sa publication, contient plusieurs erreurs. Je vais traiter de ses remarques dans l'ordre général de leur présentation.

1. Mon texte en langue anglaise affirmait que le livre n'avait pas réussi à approfondir la question de la colonisation canadienne-française du comté de Compton et non pas du *canton* de Compton. En 1881, date à laquelle l'étude de Bellavance commence, sept parmi les seize cantons du comté étaient de majorité francophone, et les 770 personnes d'expression française formaient 40% de la population du comté. La plupart d'entre elles étaient venues comme colons, attirées par les concessions gratuites de terres dans les années 1850 (Winslow), sous l'influence aussi de prêtres de la région de Montréal dans la décennie suivante (Hereford, Auckland), par l'intermédiaire de sociétés de colonisation de 1870 à 1875 (particulièrement à Marston), puis à la faveur d'un mouvement de rapatriement en 1875 (Ditton, Chesham, Emberton), etc. Rien de tout ceci n'est mentionné par Bellavance. Si le déplacement d'habitants vers ces cantons isolés et montagneux était un processus naturel et irréversible, comme il le prétend, pourquoi l'Église et le gouvernement auraient-ils mis tant d'efforts à promouvoir la colonisation? Et pourquoi les Canadiens anglais de la région, qui étaient aussi à court de bonnes terres au milieu du siècle, ne se seraient-ils pas installés sur ce territoire marginal?

2. Si Bellavance avait lu la thèse de doctorat de Aileen Ross (1930), qui concentre son étude sur plusieurs villages du comté de Compton, il se serait rendu compte que, dans la plupart des cas, les Canadiens français s'établirent dans les villages plus anciens uniquement lorsque des industries y furent créées. Même aujourd'hui, des villages comme Cookshire, Sawyerville, Bury et Hatley conservent une proportion importante d'anglophones. Autrement dit, si le village de Compton était francophone en 1920, c'était l'exception et non la norme. Mais Bellavance ne fait absolument rien pour mettre le village de Compton dans ce contexte, ou pour expliquer la raison pour laquelle les francophones se sont déplacés à cet endroit, malgré qu'il n'y ait pas d'industries pour les attirer. Il rejette tout simplement mon interprétation, à savoir que le déplacement des opérations agricoles du sénateur Cochrane, le citoyen le plus important du village, pourrait expliquer l'exode des anglophones de Compton. Les remarques de Bellavance sur les raisons pour lesquelles les vieilles communautés anglo-protestantes ne sont pas, en général, devenues francophones plus tôt, ne sont pas pertinentes à la question que je soulève.

3. Mon texte original se référait tout particulièrement aux «habitants» et non pas aux «propriétaires» de seigneuries. Je répète ici ce que j'ai fait ressortir dans mon compte rendu, à savoir que les francophones auraient possiblement acquis les fermes anglo-protestantes du sud-ouest même si leur mouvement de

colonisation n'avait pas eu lieu. Si je fais cette concession, c'est que les acheteurs de ces fermes étaient apparemment Beaucerons et non pas issus des cantons du nord-est. J'ai pourtant relevé, par la suite, que la présence de colons et de travailleurs canadiens-français tout près des vieilles communautés anglophones aurait contribué à une transition relativement aisée. L'étude des journaux anglophones de la région (voir mon article dans *Revue d'études canadiennes*, XV,4 (1980-81): 93-111) indique que la colonisation continue de la frontière par les Canadiens français plaça les Canadiens anglais sur la défensive et renforça leur défaitisme. L'échec de leur timide résistance (par exemple l'Alliance de Défense Protestante de 1875) accentua davantage le pessimisme des porte-parole anglo-protestants. Bellavance pourrait peut-être mieux nous expliquer la raison pour laquelle il y a eu si peu de friction entre les deux groupes lorsque les Canadiens anglais commencèrent à perdre le contrôle de leurs propres communautés. Mais il a choisi de ne pas nous en faire part.

4. Au sujet des pratiques religieuses des Canadiens français, Bellavance affirme: «Little voulait probablement nous dire que les Canadiens français une fois majoritaires, adoptèrent une certaine forme de conformisme religieux. Je crois qu'il n'a pas très bien compris tout le chapitre V.» On se demande alors s'il se souvient vraiment de ce qu'il a écrit dans ce chapitre. Par exemple, à la page 62, il affirme: «Tout se passa donc comme si la disparition du pluralisme religieux et linguistique avait fait apparaître un conformisme contraignant», et à la page 64, il conclut: «après 1900, au moment même où les catholiques canadiens-français prenaient la majorité, on a l'impression que tout rentra dans l'ordre. La dîme se payait régulièrement et les paroissiens semblaient se soumettre à leurs devoirs religieux.»

5. Bellavance allègue que nulle part il n'a écrit que l'entente régnait entre les ethnies à Compton. Je n'ai jamais rien prétendu de tel. Ma critique montre d'une façon parfaitement claire que je partage sa version sur les relations franco-anglaises et non celle rapportée par le biographe de Louis St-Laurent, Dale Thomson.

6. Une fois de plus, l'affirmation que J. B. M. St-Laurent était «le premier commerçant canadien-français *estrien*» est une erreur de traduction. Dans mon texte original, je précisais qu'il était le premier commerçant du village de Compton.

7. En ce qui concerne la British American Land Company, Bellavance écrit: «où ai-je parlé de subvention?» Je pourrais poser la même question. Le mot que j'ai employé, à savoir «grant», est devenu «subvention» plutôt que «concession» dans la traduction. (En réalité, j'ai fait la même erreur que Bellavance en me référant à une concession de terres alors qu'il aurait fallu plutôt dire une acquisition de terres). Bellavance persiste à affirmer que la rétrocession à la Couronne se passa en 1858 et non pas en 1841. N'importe quelle source secondaire sur l'immigration britannique (par exemple Helen Cowan, *British Immigration to BNA*, p. 138) l'aurait remis sur la bonne voie.

8. Finalement, en admettant à contrecœur son erreur concernant le St. Maurice et Atlantique, Bellavance tente de me faire dire qu'il était le seul chemin de fer des Cantons de l'Est.

La lettre de Monsieur Bellavance, au style agressif et emporté, nous amène à poser cette question: qu'est-ce qui était plus dommageable pour la réputation du volume: l'obstination de monsieur Bellavance à défendre ses erreurs de fait, ou un compte rendu comme le mien, qui n'était somme toute, que légèrement critique à l'égard du volume?

*Département d'histoire  
Université Simon Fraser*

JACK LITTLE